

Art. 3. Artikel 87, 5° van hetzelfde besluit, opgeheven bij het ministerieel besluit van 12 januari 1993, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"5° de "persoonlijke werkloosheidsverklaring" C 109, alsmede een kopie van het eerste werkvervalscontract, voor de jonge werknemer bedoeld in artikel 78bis van het koninklijk besluit;"

Art. 4. Artikel 92, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"Voor de jonge werknemer bedoeld in artikel 78bis van het koninklijk besluit die de verlaagde wachtuitkering aanvraagt, moet het dossier toekomen op het werkloosheidsbureau vóór het einde van de tewerkstelling in het kader van het eerste werkvervalscontract.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag van de inwerkingtreding van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid.

Brussel, 22 december 1995.

Mevr. M. SMET

Art. 3. L'article 87, 5° du même arrêté, abrogé par l'arrêté ministériel du 12 janvier 1993, est rétabli dans la rédaction suivante :

"5° la "déclaration personnelle de chômage" C 109, accompagnée d'une copie du contrat de première expérience professionnelle, pour le jeune travailleur visé à l'article 78bis de l'arrêté royal;"

Art. 4. L'article 92, § 2 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Pour le jeune travailleur visé à l'article 78bis de l'arrêté royal qui demande l'allocation d'attente diminuée, le dossier doit parvenir au bureau du chômage avant la fin de l'occupation dans le cadre du 22 décembre 1995 contrat de première expérience professionnelle.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à l'exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi.

Bruxelles, le 22 décembre 1995.

Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 74

[C - 27000]

30 NOVEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive 75/442/CEE du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la Directive 91/156/CEE du 18 mars 1991;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours et plans d'eau non navigables;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets des 9 avril 1987, 30 juin 1988, 4 juillet 1991 et 25 juillet 1991, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 5 avril 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux;

Vu l'avis de l'Office régional wallon des Déchets;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes et Communes de Wallonie;

Vu l'avis de la Commission des Déchets;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'avis du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions, principes généraux

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

2° déchet : tout déchet tel que défini par le décret;

3° cours d'eau : fleuves, rivières, ruisseaux et canaux navigables et non navigables, ainsi que les eaux des ports et des chenaux d'accès;

4° plans d'eau : lacs naturels ou artificiels et étangs.

5° travaux de dragage ou de curage : opérations d'enlèvement de matières, sédiments ou objets du lit et des berges des cours et plans d'eau;

6° Office : l'Office régional wallon des Déchets;

7° fonctionnaire technique : le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;

8° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a la protection de l'environnement dans ses attributions.

Art. 2. Les matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage sont gérées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 3. Les matières à enlever du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage sont soumises à analyse conformément aux dispositions de l'annexe.

Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé par la Région wallonne et les résultats de celles-ci sont tenus à disposition du fonctionnaire technique.

Art. 4. § 1er. Les matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage sont réparties en deux catégories selon les critères analytiques repris en annexe.

Appartiennent à la catégorie A, les matières pour lesquelles aucun dépassement des normes fixées à l'annexe n'est constaté.

Appartiennent à la catégorie B, les matières pour lesquelles un dépassement d'une des normes fixées à l'annexe est constaté.

§ 2. Ne sont pas soumis aux dispositions de l'annexe les cours d'eau non navigables de catégories 2 et 3 ainsi que les cours d'eau non navigables qui ne sont pas classés à condition qu'aucun déversement d'eaux usées contenant des substances énumérées aux tableaux 2 et 3 ne soit effectué en amont du lieu où sont réalisés les travaux de dragage ou de curage. Les matières enlevées du lit et des berges de ces cours d'eau sont considérées comme appartenant d'office à la catégorie A, et utilisée conformément aux dispositions du chapitre IV de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables.

§ 3. Ne sont pas soumis aux dispositions de l'annexe, les plans d'eau dans lesquels aucun déversement d'eaux usées contenant des substances énumérées aux tableaux 2 et 3 n'est effectué directement ou en amont. Les matières enlevées du lit et des berges de ces plans d'eau sont considérées comme appartenant d'office à la catégorie A.

Art. 5. Il est interdit de se défaire des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, si ce n'est en respectant les modes de gestion repris ci-dessous :

1° si les matières appartiennent à la catégorie A, elles doivent être :

- soit utilisées immédiatement dans le cadre de travaux de remblais ou d'aménagement du lit et des berges des cours d'eau et dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux et, d'une façon générale, sans porter atteinte ni à l'environnement, ni à la santé de l'homme;

- soit orientées vers un site autorisé pour effectuer le regroupement de ces matières en vue de leur utilisation ultérieure.

2° si les matières appartiennent à la catégorie B, elle doivent obligatoirement être mises en décharge.

En outre, les objets exogènes collectés à l'occasion de travaux de dragage ou de curage sont gérés conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

CHAPITRE II

De l'autorisation d'implanter et d'exploiter un centre de regroupement de matières de dragage ou de curage

Section 1re. — Principe de l'autorisation

Art. 6. Sont soumises à autorisation, l'implantation et l'exploitation d'un centre de regroupement de matières de dragage ou de curage, l'extension des activités ou toute modification des installations.

Section 2. — Des conditions et modalités de l'autorisation

Art. 7. L'autorisation est délivrée par la députation permanente à toute personne physique ou morale, au Ministère de l'Équipement et des Transports ou au Ministère de la Région wallonne.

Art. 8. L'autorisation fixe le délai dans lequel le centre doit être mis en activité. Ce délai ne peut être supérieur à deux ans.

Art. 9. Le centre de regroupement ne peut être accessible qu'aux seules personnes autorisées.

Les accès sont équipés de barrières interdisant l'entrée pendant les temps de fermeture.

Art. 10. Les caractéristiques du centre de regroupement doivent être, à l'entrée, portées à la connaissance du public.

A cet effet, il est apposé, à l'entrée, un panneau d'au moins 1 m² où figurent d'une manière lisible en permanence au moins les indications suivantes :

- la mention "Entrée interdite",
- les nom et adresse du centre,
- l'adresse et le numéro de téléphone de l'exploitant,
- la mention spécifiant le type de matières autorisées.

Art. 11. Le centre de regroupement ne peut recevoir que des matières de catégorie A.

Art. 12. L'exploitant est tenu de maintenir en bon état tous les équipements et aménagements prescrits qui ont été réalisés.

Art. 13. Le nettoyage des abords du centre de regroupement qui seraient accidentellement souillés par des matières vagabondes du fait de l'exploitation, incombe à l'exploitant.

Art. 14. L'exploitant tient obligatoirement un registre qui contient le relevé des quantités, de l'origine et de la nature des matières acheminées, avec les dates des entrées et sorties.

Section 3. — De la procédure d'introduction et d'examen de la demande d'autorisation

Art. 15. La demande d'autorisation est introduite, en huit exemplaires, auprès de la députation permanente de la province sur le territoire de laquelle l'installation en projet doit être établie, soit par pli recommandé à la poste, soit par dépôt avec accusé de réception.

Art. 16. La demande d'autorisation contient les indications et documents suivants :

1° l'objet précis de la demande, en ce compris la description des matières concernées et les capacités nominales du centre de regroupement;

2° l'identité, le domicile, le siège social et administratif du demandeur;

3° les documents probants quant à la nature des droits du demandeur sur le terrain, les immeubles et l'équipement;

4° la description du site pour lequel l'autorisation est demandée, comprenant :

- une description technique et un relevé des procédés à mettre en œuvre;
- les quantités approximatives et les conditions de stockage des matières à réutiliser;

- un diagramme du flux de matières;
 - un plan de situation du centre de regroupement à l'échelle 1/10 000;
 - un extrait de la matrice cadastrale des parcelles ou parties de parcelles comprises dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles sur lesquelles le centre est situé;
 - un plan dressé à l'échelle de 1/200 au moins indiquant la disposition des unités d'installation;
 - les profils en travers.
- 5° les mesures en vue d'atténuer les inconvénients auxquels le centre pourrait donner lieu pour le voisinage en matière de rejets atmosphériques, de rejets dans les eaux, de bruit, de vibrations et de circulation routière;
- 6° les dispositions pour l'évacuation régulière des matières vers les secteurs de valorisation;
- 7° les dispositions en matière de sécurité comprenant les mesures à prendre pour que la valorisation des déchets reste assurée, si le centre se trouve hors service pour quelque motif que ce soit;
- 8° le délai prévu pour la mise en activité;
- 9° l'identité et les qualifications des personnes que le demandeur désigne pour assurer le respect des législations relatives à la protection de l'environnement et des conditions de l'autorisation requise en vertu du présent arrêté;
- 10° le régime horaire de fonctionnement du centre;
- 11° la copie des contrats d'assurances couvrant la responsabilité civile relative au centre, sauf lorsque la demande émane du Ministère de l'Équipement et des Transports ou du Ministère de la Région wallonne;
- 12° un inventaire du dossier.

Art. 17. La procédure d'examen de la demande d'exploiter le centre de regroupement est celle prévue aux articles 12 à 17 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux.

CHAPITRE III. — *De l'autorisation d'implanter et d'exploiter une décharge de matières de dragage ou de curage*

Section 1re. — Principe de l'autorisation

Art. 18. Sont soumises à autorisation l'implantation et l'exploitation d'une décharge de matières de dragage ou de curage, l'extension des activités ou toute modification de cette installation.

Section 2. — Des modalités de l'autorisation et des conditions d'implantation et d'exploitation

Art. 19. § 1er. L'autorisation ne peut être délivrée qu'aux services de la Région wallonne (Ministère de l'Équipement et des Transports, et Ministère de la Région wallonne), aux provinces, aux communes, aux associations de communes et aux wateringues qui assureront l'exploitation de la décharge.

L'agrément est octroyé au Ministère de l'Équipement et des Transports et au Ministère de la Région wallonne en tant qu'exploitant des décharges de classe 5.1. eu égard au fait qu'ils disposent des conditions reprises au chapitre III, articles 27 à 30, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

L'autorisation fixe le délai pour lequel elle est accordée; ce délai ne peut excéder vingt ans.

§ 2. Les provinces, communes ou associations de communes ainsi que les propriétaires ou locataires de plans d'eau peuvent, moyennant rétribution, utiliser les installations d'élimination mises à disposition par le Ministère de l'Équipement et des Transports ou le Ministère de la Région wallonne.

Art. 20. L'autorisation fixe le délai dans lequel la décharge doit être mise en activité.

Art. 21. Les conditions générales d'implantation et d'exploitation de la décharge sont celles définies au chapitre IV, section 2, articles 39 à 69, et section 6, article 123, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

Section 3. — De la procédure d'introduction et d'examen de la demande

Art. 22. La procédure d'introduction et d'examen de la demande d'exploiter une décharge est celle prévue aux articles 3, 4, §§ 1er et 2, 1° et 5°, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

CHAPITRE IV. — *Des recours contre la décision de la députation permanente, de la modification des conditions de l'autorisation, de sa suspension et de son retrait*

Art. 23. La procédure de recours, de modification, de suspension et de retrait d'une autorisation d'un centre de regroupement visée au chapitre II est celle prévue aux articles 18 à 28 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ou toxiques.

Art. 24. La procédure de recours, de modification, de suspension et de retrait d'une autorisation d'une décharge visée au chapitre III est celle prévue aux articles 12 à 16 et 20 à 26 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

CHAPITRE V. — *Surveillance*

Art. 25. L'exploitant d'un centre de regroupement ou d'une décharge de matières de dragage ou de curage tient un registre dont le modèle est établi par l'Office et le garde pendant cinq ans au moins à la disposition de l'Office.

CHAPITRE VI. — *Dispositions pénales*

Art. 26. Les infractions au présent arrêté et aux conditions d'autorisation et d'agrément sont recherchées, constatées et réprimées conformément au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 27. Pour l'implantation et l'exploitation des installations visées aux articles 6 et 18, les dispositions des chapitres I et II du Titre Ier du Règlement général pour la protection du travail ne sont plus applicables en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement.

Art. 28. § 1er. Pour les sites affectés à la gestion de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exclusion des bandes riveraines des cours et plans d'eau non navigables, l'exploitation ne pourra être continuée que pour autant que l'exploitant introduise, auprès de la députation permanente, une demande de régularisation et ce dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. La demande, qui reprend les indications et documents pertinents parmi ceux visés aux articles 16 et 22, contient en outre et selon le cas :

- 1) la durée résiduelle de l'exploitation;
- 2) le type d'affectation future, soit en centre de regroupement, soit en décharge spécifique;

3) les mesures préconisées pour la remise en état du site et, d'une façon générale, toutes les mesures propres à limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux ainsi que sur l'environnement et la santé de l'homme.

§ 3. Le fonctionnaire technique vérifie si la demande est complète et notifie sa décision quant à la recevabilité du dossier.

§ 4. Sur base d'un rapport du fonctionnaire technique et dans les cent quatre-vingt cinq jours de la notification de la décision visée au § 3, déclarant la demande recevable, la députation permanente statue sur la demande de régularisation.

Art. 29. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 1995.

Le Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ANNEXE

Normes d'échantillonnage et d'analyse des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage

1. Prélèvement des échantillons.

Le nombre minimal d'échantillons représentatifs à prélever est fixé par le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Nombre minimal d'échantillons représentatifs à prélever selon le volume à extraire

Volume en m ³	Nombre d'échantillons représentatifs
inférieur à 25 000 m ³	— au minimum 1 échantillon et 1 échantillon par 5 000 m ³
supérieur à 25 000 m ³	— 3 échantillons minimum plus 1 échantillon par tranche de 10 000 m ³

2. Préparation des échantillons à l'analyse

Une première opération est effectuée après séchage consistant dans la séparation des matières grossières et fines moyennant passage sur un tamis de 2 mm.

3. Analyse globale.

Le laboratoire détermine sur les fractions appropriées les paramètres suivants :

a) éléments "mineurs ou en trace" : As, Cd, Cr, Co, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn;

b) composés organiques : hydrocarbures extractibles, hydrocarbures halogénés extractibles (EOX)*, hydrocarbures polycycliques aromatiques (PAH)*, polychlorobiphényles (PCB)* et pesticides organochlorés*.

La détermination d'éléments ou composés spéciaux inorganiques ou organiques à préciser en fonction soit des conditions locales particulières, soit de leur présence signalée dans la colonne d'eau, pourra être imposée par le fonctionnaire technique.

4. Interprétation.

Une première analyse est effectuée sur l'échantillon des matières fines :

a) Si aucune des teneurs maximales pour les métaux lourds reprises au tableau 2 ci-dessous ou des teneurs maximales pour les composés organiques repris au tableau 3 ci-dessous ne sont dépassées, les matières correspondant aux échantillons des matières fines et grossières appartiennent à la catégorie A.

(*) A n'exécuter que si leur présence est suspectée ou mise en évidence par un balayage en chromatographie en phase gazeuse couplée à un spectromètre de masse (GC/MS).

Tableau 2 : Teneurs maximales admissibles en métaux lourds (en mg par kg de matières sèches).

As	Cd	Cr *	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn
50	5	250	150	25	1,5	75	250	1 000

* Cr. total

Tableau 3 : Teneurs maximales admissibles pour les composés organiques (en mg par kg de matières sèches).

Hydrocarbures extractibles	1 500
Hydrocarbures halogénés extractibles (E.O.X.)	7
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (PAH) totaux (6 de Bomeff)	6
Polychlorobiphényles (PCB) totaux	0,25
Pesticides organochlorés totaux	0,25

b) Dans le cas où au moins une des teneurs reprises ci-dessus est dépassée, une deuxième analyse est réalisée sur l'échantillon des matières grossières.

Si les résultats de cette analyse révèlent qu'une ou plusieurs des teneurs sont dépassées, les matières relatives aux échantillons des matières fines et grossières appartiennent à la catégorie B et seront gérées comme tels.

Si aucune teneur n'est dépassée, les matières relatives à l'échantillon des matières grossières appartiennent à la catégorie A, moyennant séparation mécanique des matières fines appartenant, conformément à la première analyse, à la catégorie B.

5. Analyses complémentaires.

Des tests complémentaires de lixiviation et d'écotoxicité peuvent être entrepris sur les matières fines pour déterminer de manière définitive leur destination.

5.1. Test d'éluat.

L'éluat résultant du test d'éluat fait l'objet des déterminations analytiques par rapport aux teneurs reprises au tableau ci-dessous.

Si aucune des teneurs maximales n'est dépassée, les matières appartiennent à la catégorie A.

Si au moins une des teneurs maximales est dépassée, les matières appartiennent à la catégorie B.

Tableau 4 : Classification des éluats (en mg/l).

Paramètres	Teneurs maximales admissibles
pH	4-13
TOC	200
As (III)	0,1
Pb	0,4
Cd	0,1
Cr (VI)	0,1
Cu	2
Ni	0,4
Hg	0,02
Zn	2
F ⁻	5
Cl ⁻	1200
SO ₄ ⁻	500
NO ₂ ⁻	3
Hydrocarbures halogénés adsorbables (AOX)	0,3
Cyanure (CN)	0,1
Pesticides organochlorés	0,0005 mg de Cl/l
Phénols	10
NH ₄ ⁺	50
Solvants chlorés	0,01 mg de Cl/l
Substance lipoph.	1

5.2. Test d'écotoxicité.

A titre de précaution supplémentaire, un test d'écotoxicité est réalisé par l'application des essais d'inhibition suivants :

A. essai d'inhibition de la croissance des végétaux par une substance détaillé dans la norme AFNOR X31-202 (1986);

B. essai d'inhibition de la croissance d'algues (*Scenedesmus*) pour les essais de produits chimiques et se référant à la norme ISO 8692 (1989).

Le sol standard tel que défini par la norme AFNOR X31-202 (1986), mélangé en proportions variables avec le sédiment non séché sert à préparer cinq substrats à analyser selon l'essai A :

- sol standard seul (0/100),
- 75 % en masse sèche de sol standard - 25 % en masse sèche de sédiment (25/75),
- 50 % en masse sèche de sol standard - 50 % en masse sèche de sédiment (50/50),
- 25 % en masse sèche de sol standard - 75 % en masse sèche de sédiment (75/25),
- sédiment seul (100/0).

Pour l'essai B, l'éluat issu du test d'éluat précédent sert de solution mère. Les solutions d'essai sont préparées en mélangeant les volumes (ml) appropriés comme suit :

Solution :	V30	V60	V90	T+	T-
mère nutritive	30	60	90	0	50 (K2 Cr2 O7)
eau déminéralisée	10	10	10	10	10
	60	30	0	90	40

T+ : témoin sans lixivié.

T- : témoin de contrôle d'inhibition.

Lorsqu'on observe pour l'essai A un taux de croissance inférieur à 10 % par rapport au sol standard pour le sédiment seul, et, pour l'essai B, un taux d'inhibition supérieur à 10 % pour la fraction V90, le sédiment est considéré comme "écotoxique" et donc rangé dans la catégorie B.

Dans le cas contraire, si les deux exigences sont satisfaites, il n'y a pas de risque écotoxique pour le sédiment, qui est donc rangé en catégorie A.

6. Méthodes analytiques utilisées.

Les protocoles analytiques recommandés sont repris dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Méthodes analytiques recommandées.

PARAMETRE	SEDIMENTS	ELUAT
pH	DIN 38414 - 05 - 81	ISO - DIS ¹ 10 523 DIN 38404 - 05 - 84
As ⁽¹⁾		ISO 6595 (1982) DIN 38405 - 18 - 85 ou ⁽³⁾
Pb ⁽¹⁾	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 06 - 81 ou ⁽³⁾
Cd ⁽¹⁾	(4)	ISO 8288 (1990) DIN 38406 - 10 - 85 ou ⁽³⁾
Cr	(4)	ISO 9174 (1990) DIN 38406 - 10 - 85 ou ⁽³⁾
Cu	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 34406 - 24 - 91 ou ⁽³⁾
Co	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 34406 - 24 - 91 ou ⁽³⁾
Ni	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 11 - 91 ou ⁽³⁾
Hg ⁽¹⁾		ISO 5666 - 1/3 - 83 DIN 38406 - 12 - 80
Zn	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 08 - 85 ou ⁽³⁾
F		ISO - 10 359-1 (1992) DIN 38405 - 19 - 88
CN		ISO 6703 - 1/4 (1984/85) DIN 38405 - 14 - 88
Hydrocarbures extractibles		CEE 80/778 param. 27 ISO CD 9377-2
Hydrocarbures aliphatiques C10 à C40	GC/FID GC/MS (à préférer à méthode IR)	
Phénols		ISO 6439 (1990) DIN 38409 - 16 - 84
TOC		ISO 8245 (1987) DIN 38409 - 03 - 83
PAH	EPA 610 GC/FID GC/MS HPLC	
Organochlorés (EOX ou AOX)	DIN 38414 - 17 - 89	ISO - 9562 (1989) DIN 38409 - 14 - 85
Pesticides chlorés et PCB	EPA 508 et EPA 508A GC/CE ou GC/MS	
Test d'écotoxicité	AFNOR X31-202 (1986) ⁽²⁾	ISO 8692 (1989)
Minéralisation par digestion acide de boue, sédiment ou sol	EPA 3050 (1987) ou CEE 90/515 ⁽¹⁾	

(1) Se référer à la Décision 90/919/CEE.

(2) Sur matière fraîche.

(3) DIN 3806 - 22 (1988) méthode ICP.

(4) EPA 7000 ou ISO CD 11047-2.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage.

Namur, le 30 novembre 1995.

Le Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27000]

D. 96 - 74

30. NOVEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämearbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie 75/442/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 15. Juli 1975 über Abfälle, in ihrer durch die Richtlinie 91/156/EWG vom 18. März 1991 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht-schiffbaren Wasserläufe;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, 30. Juni 1988, 4. Juli 1991 und 25. Juli 1991, und teilweise aufgehoben durch das Urteil des Schiedshofs vom 5. April 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes et Communes de Wallonie" (hoher Rat der Städte und Gemeinden der Wallonie);

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Begriffe, allgemeine Prinzipien*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Dekret: das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;

2° Abfall: jeglicher Abfall nach der im Dekret gegebenen Definition;

3° Wasserläufe: schiffbare und nicht-schiffbare Flüsse, Bäche, Rinnsale und Kanäle, sowie die Gewässer der Häfen und Schifffahrtswege für die Hafenzufahrt;

4° Wasserflächen: natürliche oder künstliche Seen und Teiche;

5° Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten: die Arbeiten zum Entfernen von Stoffen, Sedimenten oder sonstigen Gegenständen vom Bett oder von den Ufern der Wasserläufe und -flächen;

6° "Office": das "Office régional wallon des Déchets" (Wallonisches Regionalamt für Abfälle);

7° technischer Beamte: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder dessen Stellvertreter;

8° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Umweltschutz gehört.

Art. 2. Die Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, müssen unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses bewirtschaftet werden.

Art. 3. Die Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, müssen unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Analysen unterzogen werden.

Diese Analysen erfolgen in einem durch die Wallonische Region anerkannten Labor; die Ergebnisse müssen dem technischen Beamten zur Verfügung gehalten werden.

Art. 4. § 1. Die Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, werden aufgrund der anliegenden Analysenkriterien in zwei Kategorien eingestuft.

Die Kategorie A betrifft die Stoffe, für die keine der im Erlaß festgelegten Normen überschritten wird.

Die Kategorie B betrifft die Stoffe, für die eine der im Erlaß festgelegten Normen überschritten wird.

§ 2. Die nicht-schiffbaren Wasserläufe der Kategorien 2 und 3 sowie die nicht klassifizierten nicht-schiffbaren Wasserläufe unterliegen nicht den im Anhang angeführten Bestimmungen, unter der Voraussetzung, daß keine Einleitung von Abwasser, das in den Tabellen 2 und 3 angeführte Stoffe enthält, im Aufstrom des Ortes, wo die Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten durchgeführt werden, stattfindet. Die dem Bett und den Ufern dieser Wasserläufe entnommenen Stoffe werden von Amtswegen als Stoffe der Kategorie A betrachtet, und den Bestimmungen des Kapitels IV des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über nicht-schiffbare Wasserläufe entsprechend bewirtschaftet.

§ 3. Die Wasserflächen, in die keine Einleitung von Abwasser, das in den Tabellen 2 und 3 angeführte Stoffe enthält, direkt oder stromaufwärts stattfindet, unterliegen nicht den im Anhang angeführten Bestimmungen. Die dem Bett und den Ufern dieser Wasserflächen entnommenen Stoffe werden von Amtswegen als Stoffe der Kategorie A betrachtet.

Art. 5. Die Beseitigung von dem Bett oder den Ufern der Wasserläufe und -flächen infolge von Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten entnommenen Stoffen ist ausschließlich unter Einhaltung der nachstehenden Bewirtschaftungsverfahren erlaubt:

1° wenn die Stoffe zur Kategorie A gehören, müssen sie:

- entweder im Rahmen von Aufschüttungen oder Arbeiten zur Einrichtung des Bettes und der Ufer von Wasserläufen unmittelbar wiederverwendet werden, unter Einhaltung aller geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von negativen Auswirkungen für den Boden, die Tier- und Pflanzenwelt, die Luft und die Gewässer und im allgemeinen ohne Beschädigung der Umwelt oder Gefährdung der Gesundheit des Menschen;

- oder zu einem Gelände gebracht werden, das für die Zusammenstellung solcher Stoffe zwecks ihrer späteren Verwendung genehmigt worden ist.

2° wenn die Stoffe zur Kategorie B gehören, müssen sie zwangsläufig in eine Deponie gebracht werden.

Darüber hinaus werden jegliche von außen stammenden, dem Milieu fremden Gegenstände, die bei Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten gesammelt werden, unter Einhaltung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien bewirtschaftet.

KAPITEL II. — *Genehmigung zur Ansiedlung und zur Betreibung eines Zentrums für die Zusammenstellung von ausgebaggerten und ausgeschlammten Stoffen*

Sektion 1. — Prinzip der Genehmigung

Art. 6. Die Ansiedlung und die Betreibung eines Zentrums für die Zusammenstellung von ausgebaggerten und ausgeschlammten Stoffen, sowie die Erweiterung der Tätigkeiten dieses Zentrums oder jeglicher Umbau der Anlagen, unterliegen einer Genehmigung.

Sektion 2. — Bedingungen und Modalitäten für die Genehmigung

Art. 7. Die Genehmigung wird jeglicher natürlichen oder juristischen Person oder dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen oder auch dem Ministerium der Wallonischen Region vom Ständigen Ausschluß erteilt.

Art. 8. In der Genehmigung wird die Frist festgelegt, in der das Zentrum in Betrieb genommen werden muß. Diese Frist darf einen Zeitraum von zwei Jahren nicht überschreiten.

Art. 9. Das Zusammenstellungszentrum darf nur den befugten Personen zugänglich sein.

Zu diesem Zweck muß das Zentrum völlig mit einem mindestens zwei Metern hohen Zaun umgeben werden, mit Ausnahme der Stellen, wo natürliche Hindernisse vorhanden sind.

Die Eingänge sind mit Gittern ausgerüstet, so daß jeglicher Zugang außerhalb der Öffnungszeiten gesperrt wird.

Art. 10. Die Eigenschaften des Zusammenstellungszentrums müssen der Öffentlichkeit am Eingang bekanntgegeben werden.

Zu diesem Zweck muß sich am Eingang ein Schild befinden, das eine Mindestfläche von 1 m² hat, auf dem mindestens folgende Angaben dauerhaft deutlich zu lesen sind:

- die Angabe "Zutritt verboten!";
- der Name und die Anschrift des Zentrums,
- die Anschrift und Fernrufnummer des Betreibers,
- die Angabe des Typs der erlaubten Stoffe.

Art. 11. Das Zusammenstellungszentrum darf nur Stoffe der Kategorie A enthalten.

Art. 12. Der Betreiber ist verpflichtet, alle vorgeschriebenen und verwirklichten Ausrüstungen und Einrichtungen in gutem Funktionszustand zu erhalten.

Art. 13. Die Reinigung der unmittelbaren Umgebung des Zusammenstellungszentrums, die wegen der Existenz der betreffenden Anlage eventuell mit umliegenden Gegenständen verschmutzt werden könnte, obliegt dem Betreiber.

Art. 14. Der Betreiber führt ein Register, in dem die Mengen, die Herkunft, die Art, die Ein- und Ausgangsdaten der angelieferten Stoffe erwähnt sind.

Sektion 3. — Verfahren für die Einreichung und die Prüfung des Genehmigungsantrags

Art. 15. Der Genehmigungsantrag wird in acht Exemplaren bei dem Ständigen Ausschuss der Provinz, auf deren Gebiet die geplante Anlage errichtet werden soll, per Einschreiben eingereicht oder gegen Empfangsbescheinigung abgegeben.

Art. 16. Der Antrag enthält folgende Angaben und Dokumente:

1° der genaue Gegenstand des Antrags, einschließlich der Beschreibung der betreffenden Stoffe und der Angabe der Nennleistungen des Zusammenstellungszentrums;

2° die Identität, der Wohnsitz, der Gesellschafts- bzw. Verwaltungssitz des Antragstellers;

3° die Beweisstücke in bezug auf die Art der Rechte des Antragstellers am Grundstück, an den Gebäuden und an der Ausrüstung;

4° die Beschreibung des Geländes, für das der Antrag eingereicht wird, mit:

- einer technischen Beschreibung und einer Aufstellung der anzuwendenden Verfahren,
- den ungefähren Mengen und den Bedingungen für die Lagerung der wiederzuverwendenden Stoffe,
- einem Diagramm des jeweiligen Materienflusses,
- einem Lageplan des Zusammenstellungszentrums im Maßstab 1/10 000,

- einem Auszug aus dem Katasterbuch für die Parzellen bzw. Parzellenteile, die sich im Umkreis von 100 Metern von den Parzellen befinden, auf denen das Zentrum liegt;

- einem Plan mindestens im Maßstab 1/200, auf dem die Anordnung der verschiedenen Einheiten der Anlage dargestellt wird;

- den Querprofilen.

5° die Maßnahmen zur Milderung der negativen Auswirkungen, die das Zentrum auf die Umgebung in bezug auf die Ableitungen in Luft und Wasser, den Lärm, die Schwingungen und den Straßenverkehr haben könnte;

6° die Maßnahmen für einen regelmäßigen Abtransport der Stoffe zu den Verwertungssektoren;

7° die Sicherheitsvorkehrungen mit den zu treffenden Maßnahmen, damit die Aufwertung der Abfälle gesichert bleibt auch wenn das Zentrum aus irgendwelchen Gründen außer Betrieb bleibt;

8° die für die Inbetriebnahme vorgesehene Frist;

9° die Identität und die Qualifikationen der Personen, die der Antragsteller bestimmt, um die Einhaltung der besonderen Rechtsvorschriften in Sachen Umweltschutz und der Bedingungen der aufgrund des vorliegenden Erlasses erforderlichen Genehmigung sicherzustellen;

10° die Betriebszeiten des Zentrums;

11° die Kopie der Versicherungsverträge zur Deckung der Haftpflicht in bezug auf das Zentrum, es sei denn, der Antrag stamme vom Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen oder vom Ministerium der Wallonischen Region;

12° ein Bestandsverzeichnis der Akte.

Art. 17. Das Verfahren für die Untersuchung des Antrags zur Betreibung des Zusammenstellungszentrums entspricht den Bestimmungen der Artikel 12 bis 17 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle.

KAPITEL III. — Genehmigung zur Ansiedlung und Betreibung einer Deponie für die Ablagerung von ausbaggerten und ausgeschlammten Stoffen

Sektion 1. — Prinzip der Genehmigung

Art. 18. Die Ansiedlung und die Betreibung einer Deponie für die Ablagerung von ausbaggerten und ausgeschlammten Stoffen, sowie die Erweiterung der Tätigkeiten oder jegliche Änderung dieser Anlage, unterliegen einer Genehmigung.

Sektion 2. — Genehmigungsmodalitäten und Bedingungen für die Ansiedlung und den Betrieb

Art. 19. § 1. Die Genehmigung darf nur den Dienststellen der Wallonischen Region (Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen und Ministerium der Wallonischen Region), den Provinzen, den Gemeinden, den Gemeindevereinigungen und den Moorentwässerungsverbänden, die den Betrieb der Deponie sichern werden, gewährt werden.

Die Genehmigung wird dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen und dem Ministerium der Wallonischen Region in ihrer Eigenschaft als Betreiber von Deponien der Klasse 5.1 gewährt, unter Berücksichtigung der Tatsache, daß sie den Bedingungen entsprechen, die im Kapitel III, Art. 27 bis 30 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juli 1987 über die überwachten Deponien festgelegt sind.

In der Genehmigung wird die Frist, für die sie gewährt wird, festgelegt; diese Frist darf einen Zeitraum von zwanzig Jahren nicht überschreiten.

§ 2. Die Provinzen, Gemeinden oder Gemeindevereinigungen sowie die Eigentümer oder Mieter von Wasserflächen sind berechtigt, gegen Bezahlung die Entsorgungsanlagen zu verwenden, die von dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen oder dem Ministerium der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt werden.

Art. 20. In der Genehmigung wird die Frist festgelegt, innerhalb deren die Deponie in Betrieb genommen werden muß.

Art. 21. Die allgemeinen Ansiedlungs- und Betriebsbedingungen der Deponie sind diejenigen, die im Kapitel IV, Sektion 2, Art. 39 bis 69, und Sektion 6, Art. 123 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien festgelegt sind.

Sektion 3. — Verfahren für die Einreichung und die Prüfung des Antrags

Art. 22. Das Verfahren für die Einreichung und die Prüfung des Antrags zur Betreibung einer Deponie ist dasjenige, das in Art. 3, 4 § 1 und 2, 1° und 5°, 5, 6, 7, 8, 9, 10 und 11 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über überwachte Deponien festgelegt ist.

KAPITEL IV. — Einsprüche gegen die Entscheidung des Ständigen Ausschusses, Änderung der Genehmigungsbedingungen, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Genehmigung

Art. 23. Das Verfahren für die Einsprüche, die Änderung, die zeitweilige Aufhebung, und den Entzug einer in Kapitel II gemeinten Genehmigung für ein Zusammenstellungszentrum ist dasjenige, das in den Artikeln 18 bis 28 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle bestimmt ist.

Art. 24. Das Verfahren für die Einsprüche, die Änderung, die zeitweilige Aufhebung, und den Entzug einer in Kapitel III gemeinten Genehmigung für eine Deponie ist dasjenige, das in den Artikeln 12 bis 16 und 20 bis 26 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien bestimmt ist.

KAPITEL V. — Überwachung

Art. 25. Der Betreiber eines Zusammenstellungszentrums oder einer Deponie von Stoffen aus Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten führt ein Register, dessen Muster vom "Office" aufgestellt wird, und hält es während mindestens fünf Jahren zur Verfügung des "Office".

KAPITEL VI. — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 26. Verstöße gegen den vorliegenden Erlaß und gegen die Genehmigungs- und Zulassungsbedingungen werden gemäß dem Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle ermittelt, festgestellt und geahndet.

KAPITEL VII. — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlußbestimmungen

Art. 27. Für die Ansiedlung und den Betrieb der in Art. 6 gemeinten Anlagen sind die Bestimmungen der Kapitel I und II des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung bezüglich des Umgebungs- und Umweltschutzes nicht mehr anwendbar.

Art. 28. § 1. Was die Gelände betrifft, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zur Bewirtschaftung von Stoffen dienten, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen worden sind, mit Ausnahme der Uferstreifen der nicht-schiffbaren Wasserläufe und -flächen, darf der Betrieb nur dann weitergeführt werden, wenn der Betreiber innerhalb von 6 Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bei dem Ständigen Ausschuss einen Antrag auf Normalisierung einreicht.

§ 2. Der Antrag auf Normalisierung enthält die relevanten Angaben und Unterlagen unter denen, die in Art. 16 und 22 angeführt sind, und je nach dem Fall ebenfalls folgende:

- 1) die Restdauer der Betriebsgenehmigung;
- 2) den Typ des zukünftigen Betriebs, also entweder Zusammenstellungszentrum oder spezifische Deponie;
- 3) die empfohlenen Maßnahmen zur Wiederinstandsetzung des betreffenden Geländes, und im allgemeinen alle geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von negativen Auswirkungen für den Boden, die Tier- und Pflanzenwelt, die Luft und die Gewässer und im allgemeinen auf die Umwelt oder und die Gesundheit des Menschen.

§ 3. Der technische Beamte prüft, ob der Antrag vollständig ist, und teilt dem Antragsteller seine Entscheidung über die Zulässigkeit der Akte mit.

§ 4. Auf der Grundlage eines vom technischen Beamten verfaßten Berichtes trifft der Ständige Ausschuss innerhalb von hundertfünfundachtzig Tagen nach der in § 3 erwähnten Mitteilung die Entscheidung über den Antrag auf Normalisierung.

Art. 29. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

ANHANG

Normen für die Probeentnahme und die Analyse der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden

1. Probeentnahme.

Die Mindestanzahl der zu entnehmenden Probemuster wird in folgender Tabelle festgelegt.

Tabelle 1: Mindestanzahl der zu entnehmenden, repräsentativen Probemuster je nach dem zu entnehmenden Volumen

Volumen in m ³	Anzahl der repräsentativen Muster
unter 25 000 m ³	mindestens 1 Muster, plus 1 Muster pro 5 000 m ³
über 25 000 m ³	mindestens 3 Muster, plus 1 Muster pro 10 000 m ³

2. Vorbereitung der Probemuster für die Analyse.

Ein erster Vorgang nach der Trocknung besteht in der Trennung der groben und feinen Stoffe mittels Durchsieben durch ein Sieb mit 2 mm Maschenweite.

3. Gesamtanalyse.

Das Labor bestimmt die folgenden Parameter für die geeigneten Stoffbruchteile:

a) "minderwertige oder Spurenelemente": As, Cd, Cr, Co, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn;

b) organische Verbindungen: extrahierbare Kohlenwasserstoffe, extrahierbare Halogenkohlenwasserstoffe (EOX)*, polycyclische aromatische Kohlenwasserstoffe (PAH)*, Polychlorbiphenyle (PCB)* und Organochlorpestizide*.

Die Festlegung der Anwesenheit von spezifischen anorganischen oder organischen Elementen oder Verbindungen kann vom technischen Beamten auferlegt werden; sie wird aufgrund von besonderen örtlichen Verhältnissen oder ihrer in der Wassersäule signalisierten Anwesenheit näher bestimmt.

4. Auslegung

Eine erste Analyse betrifft die Probe mit den feinen Stoffen:

a) Wenn keiner der Höchstgehalte für Schwermetalle nach der Tabelle 2 oder keiner der Höchstgehalte für organische Verbindungen nach der Tabelle 3 überschritten wird, gehören die den feinen und groben Proben entsprechenden Stoffe zur Kategorie A.

(*) Diese Analyse wird nur dann ausgeführt, wenn die Anwesenheit dieser Stoffe vermutet wird oder durch eine mit einem Massenspektrometer gekuppelten gaschromatische Abtastung (GC/MS) nachgewiesen wird.

Tabelle 2: Zulässige Höchstgehalte an Schwermetallen (in mg/kg Trockenstoff)

As	Cd	Cr*	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn
50	5	250	150	25	1,5	75	250	1.000

(*) Cr gesamt.

Tabelle 3: Zulässige Höchstgehalte für die organischen Verbindungen (in mg/kg Trockenstoff)

Extrahierbare Kohlenwasserstoffe	1 500
Extrahierbare Halogenkohlenwasserstoffe (E.O.X.)	7
Polycyclische aromatische Kohlenwasserstoffe (PAH) gesamt (6 nach Bomeff)	6
Polychlorbiphenyle (PCB) gesamt	0,25
Organochlorpestizide gesamt	0,25

b) Im Falle wo mindestens einer der oben angeführten Gehalte überschritten wird, wird eine zweite Analyse durchgeführt, die die Probe mit den groben Stoffen betrifft.

Wenn diese Analyse ergibt, daß ein oder mehrere Gehalte überschritten werden, dann gehören die den feinen und groben Proben entsprechenden Stoffe zur Kategorie B, und müssen als solche bewirtschaftet werden.

Wenn keiner der oben festgelegten Werte überschritten wird, dann gehören die den groben Proben entsprechenden Stoffe zur Kategorie A. Dabei müssen sie durch eine mechanische Abscheidung von den feinen Stoffen abgetrennt werden, die der ersten Analyse gemäß der Kategorie B angehören.

5. Zusätzliche Analysen.

Zusätzliche Prüfungen (Entlaugungs- und Toxizitätstests) können an den feinen Stoffen durchgeführt werden, um ihre Bestimmung endgültig festlegen zu können.

5.1 Elutionstest.

Das sich aus dem Elutionstest ergebende Eluat ist Gegenstand von analytischen Festlegungen im Verhältnis zu den in nachstehender Tabelle enthaltenen Gehalten.

Wenn keiner der Höchstgehalte überschritten wird, gehören die Stoffe zur Kategorie A.

Wenn mindestens einer der Höchstgehalte überschritten wird, gehören die Stoffe zur Kategorie B.

Tabelle 4: Klassifikation der Eluate (in mg/l).

Parameter	Zulässige Höchstgehalte
pH	4-13
TOC	200
As (III)	0,1
Pb	0,4
Cd	0,1
Cr (VI)	0,1
Cu	2
Ni	0,4
Hg	0,02
Zn	2
F ⁻	5
Cl ⁻	1200
SO ₄ ²⁻	500
NO ₂ ⁻	3
Adsorbierbare Halogenkohlen-wasserstoffe (AOX)	0,3
Cyanid (CN)	0,1
Organochlorpestizide	0,0005 mg Cl/l
Phenole	10
NH ₄ ⁺	50
Chlorhaltige Solventen lipoph. Stoffe	0,01 mg Cl/l 1

5.2 Ökotoxizitätstest

Als zusätzliche Vorsorgemaßnahme wird ein Ökotoxizitätstest, der die folgenden Hemmungsversuche umfaßt, vorgenommen:

A. Pflanzen-Wachstumhemmungsversuch durch eine in der Norm AFNOR X31-202 (1986) angeführten Substanz;

B. Algen (*Scenedesmus*)-Wachstumhemmungsversuch für die Versuche von chemischen Produkten, unter Berücksichtigung der Norm ISO 8692 (1989).

Der mit dem nicht getrockneten Sediment in variablen Verhältnissen gemischte Standardboden nach der Definition der Norm AFNOR X31-202 (1986) dient zur Vorbereitung von fünf Substraten, die zur Analyse dem Versuch A unterworfen werden:

- a) Standardboden allein (0/100),
- b) 75 % Standardboden in Trockensubstanz - 25 % Sediment in Trockensubstanz (25/75),
- c) 50 % Standardboden in Trockensubstanz - 25 % Sediment in Trockensubstanz (50/50),
- d) 25 % Standardboden in Trockensubstanz - 75 % Sediment in Trockensubstanz (75/25),
- e) Sediment allein (100/0).

Für den Versuch B dient das sich aus dem vorherigen Elutionstest ergebende Eluat als Vorratslösung (Mutterlösung). Die Versuchslösungen werden vorbereitet, indem die geeigneten Volumen (ml) wie folgt gemischt werden:

Lösung:	V30	V60	V90	T+	T-
Vorratslösung	30	60	90	0	50 (K2 Cr2 O7)
Nährungslösung	10	10	10	10	10
Entmineralisiertes Wasser	60	30	0	90	40

T+: Probestück ohne Lauge

T-: Probestück zur Hemmungskontrolle

Wenn beim Versuch A eine Wachstumsrate unter 10 % im Verhältnis zum Standardboden für das Sediment allein und beim Versuch B eine Hemmungsrate über 10 % für den Bruchteil V90 festgestellt wird, wird das Sediment als "ökotoxisch" betrachtet, und somit in die Kategorie B eingestuft.

Andernfalls, wenn beide Anforderungen erfüllt werden, gibt es kein Risiko der Ökotoxizität für das Sediment, welches demnach in die Kategorie A eingestuft wird.

6. Verwendete analytische Verfahren

Die empfohlenen analytischen Verfahrensprotokolle sind in der nachstehenden Tabelle angeführt:

Tabelle 5: Empfohlene analytische Verfahren

PARAMETER	SEDIMENTE	ELUAT
pH	DIN 38414 - 05 - 81	ISO - DIS 10 523 DIN 38404 - 05 - 84
As ⁽¹⁾		ISO 6595 (1982) DIN 38405 - 18 - 85 oder ⁽³⁾
Pb ⁽¹⁾	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 06 - 81 oder ⁽³⁾
Cd ⁽¹⁾	(4)	ISO 8288 (1990) DIN 38406 - 10 - 85 oder ⁽³⁾
Cr	(4)	ISO 9174 (1990) DIN 38406 - 10 - 85 oder ⁽³⁾
Cu	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 34406 - 24 - 91 oder ⁽³⁾
Co	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 34406 - 24 - 91 oder ⁽³⁾
Ni	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 11 - 91 oder ⁽³⁾
Hg ⁽¹⁾		ISO 5666 - 1/3 - 83 DIN 38406 - 12 - 80
Zn	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 08 - 85 oder ⁽³⁾
F		ISO - 10 359-1 (1992) DIN 38405 - 19 - 88
CN		ISO 6703 - 1/4 (1984/85) DIN 38405 - 14 - 88
Extrahierbare Kohlenwasserstoffe		CEE 80/778 Param. 27 ISO CD 9377-2
Aliphatische Kohlenwasserstoffe C10 à C40	GC/FID GC/MS (vor dem IR Verfahren vorzuziehen)	
Phenole		ISO 6439 (1990) DIN 38409 - 16 - 84
TOC		ISO 8245 (1987) DIN 38409 - 03 - 83
PAH	EPA 610 GC/FID GC/MS HPLC	
Organochlorstoffe (EOX oder AOX)	DIN 38414 - 17 - 89	ISO - 9562 (1989) DIN 38409 - 14 - 85
chlorhaltige Pestizide und PCB	EPA 508 und EPA 508A GC/CE oder GC/MS	
Ökotoxizitätstest	AFNOR X31-202 (1986) ⁽²⁾	ISO 8692 (1989)
Mineralisierung durch Sauerfäulung von Schlamm, Sediment oder Boden	EPA 3050 (1987) oder CEE 90/515 ⁽¹⁾	

(1) S. die Entscheidung 90/919/EWG.

(2) Mit frischem Stoff.

(3) DIN 3806 - 22 (1988) ICP-Verfahren.

(4) EPA 7000 oder ISO CD 11047-2.

Gesehen als Anhang zum Erlaß der Wallonischen Regierung über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden.

Namur, den 30. November 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 - 74

[C - 27000]

30 NOVEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken
uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op Richtlijn 75/442/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, gewijzigd bij Richtlijn 91/156/EEG van 18 maart 1991;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 en 25 juli 1991 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof van 5 april 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Waalse Steden en Gemeenten;
 Gelet op het advies van de Afvalcommissie;
 Gelet op het advies van de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities, algemene beginselen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen;
- 2° afvalstof : elke afvalstof zoals bepaald bij het decreet;
- 3° waterlopen : bevaarbare en onbevaarbare stromen, rivieren, beken en kanalen, alsook havenwateren en toegangseulen;
- 4° watervlakken : natuurlijke of kunstmatige meren en vijvers;
- 5° bagger- en ruimingswerken : werkzaamheden voor de verwijdering van stoffen, afzettingen of voorwerpen uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken;
- 6° "Office" (Dienst) : "Office régional wallon des Déchets" (Waalse Gewestelijke Afvaldienst);
- 7° technische ambtenaar : de Directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;
- 8° Minister : de Minister bevoegd voor milieubescherming.

Art. 2. De stoffen die d.m.v. bagger- en ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken zijn verwijderd, worden overeenkomstig de bepalingen van dit besluit beheerd.

Art. 3. De stoffen die d.m.v. bagger- en ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken zijn verwijderd, moeten geanalyseerd worden overeenkomstig de bepalingen waarvan sprake in bijlage.

De analyses worden in een door het Waalse Gewest erkend laboratorium verricht en ter beschikking van de technische ambtenaar gesteld.

Art. 4. § 1. De stoffen die d.m.v. bagger- en ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken zijn verwijderd, worden op grond van de bijgaande analytische criteria in twee categorieën ingedeeld.

De stoffen waarvoor geen overschrijding van de in bijlage bepaalde normen is vastgesteld, maken deel uit van categorie A.

De stoffen waarvoor een overschrijding van één van de in bijlage bepaalde normen is vastgesteld, maken deel uit van categorie B.

§ 2. De onbevaarbare waterlopen van de categorieën 2 en 3 en de onbevaarbare waterlopen die tot geen enkele categorie behoren, zijn niet onderworpen aan de normen waarvan sprake in bijlage, op voorwaarde dat er stroomopwaarts van de bagger- en ruimingswerken geen afvalwater geloosd wordt dat stoffen van de tabellen 2 en 3 bevat.

De uit de bedding en de oevers van deze waterlopen verwijderde stoffen behoren automatisch tot categorie A en worden gebruikt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen.

§ 3. De watervlakken waarin rechtstreeks of stroomopwaarts geen afvalwater wordt geloosd dat stoffen van de tabellen 2 en 3 bevat, zijn niet onderworpen aan de normen waarvan sprake in bijlage. De uit de bedding en de oevers van deze watervlakken verwijderde stoffen behoren automatisch tot categorie A.

Art. 5. Het is verboden afstand te doen van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken zijn verwijderd, behalve als ze op één van de volgende wijzen beheerd worden :

1° stoffen van categorie A worden :

- hetzij onmiddellijk gebruikt voor de ophoging of de aanleg van de bedding en de oevers van waterlopen, met zo weinig mogelijk nadelige gevolgen voor de bodem, de flora, de fauna, de lucht of het water en, in het algemeen, zonder schade te berokkenen aan het leefmilieu en de gezondheid van de mens,

- hetzij afgevoerd naar een erkende verzamelplaats met het oog op hun toekomstige gebruik;

2° stoffen van categorie B moeten naar een stortplaats afgevoerd worden.

Bovendien worden de exogene voorwerpen die tijdens bagger- of ruimingswerken vergaard worden, beheerd overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

HOOFDSTUK II. — *Vergunning tot vestiging en exploitatie van een verzamelcentrum voor baggerspeciën of geruimde stoffen*

Afdeling 1. — Principe van de vergunning

Art. 6. Een vergunning is vereist voor de vestiging en de exploitatie van een verzamelcentrum voor baggerspeciën of geruimde stoffen, alsook voor elke activiteitenuitbreiding of installatiewijziging.

Afdeling 2. — Voorwaarden en modaliteiten van de vergunning

Art. 7. De vergunning wordt door de bestendige deputatie afgegeven aan elke natuurlijke of rechtspersoon of aan het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer of aan het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 8. De vergunning bepaalt de termijn waarin het centrum in werking gesteld moet worden. Deze termijn mag niet langer zijn dan twee jaar.

Art. 9. Alleen gemachtigde personen hebben toegang tot het verzamelcentrum.

Behoudens als er natuurlijke hindernissen zijn, moet het centrum afgesloten worden door omheiningen van minstens 2 meter hoog.

Tijdens de sluitingstijden wordt de toegang d.m.v. hekken ontzegd.

Art. 10. Bij de ingang van het verzamelcentrum moet een paneel van minimum 1 m² geplaatst worden waarop de volgende gegevens duidelijk vermeld staan :

- "verboden toegang",
- de naam en het adres van het centrum,
- het adres en het telefoonnummer van de exploitant,
- het type toegestane stoffen.

Art. 11. Het verzamelcentrum mag slechts stoffen van categorie A opnemen.

Art. 12. De exploitant is verplicht alle voorgeschreven uitrustingen en inrichtingen te onderhouden.

Art. 13. De exploitant moet zorgen voor de schoonmaak van de omgeving van het verzamelcentrum als die tijdens de exploitatie toevallig door vluchtige stoffen vervuild wordt.

Art. 14. De exploitant moet een register bijhouden met een lijst van de hoeveelheden vervoerde stoffen, hun oorsprong en aard, alsook de aankomst- en vertrekkedata.

Afdeling 3. — Procedure voor de indiening en het onderzoek van de vergunningsaanvraag

Art. 15. De vergunningsaanvraag wordt, hetzij bij ter post aangetekende brief, hetzij door afgifte met ontvangstbewijs, in acht exemplaren ingediend bij de bestendige deputatie van de provincie waar de installatie gevestigd wordt.

Art. 16. Bij de vergunningsaanvraag worden de volgende gegevens en documenten gevoegd :

1° het precieze voorwerp van de aanvraag, met inbegrip van de beschrijving van de betrokken stoffen en de nominale capaciteiten van het verzamelcentrum;

2° de identiteit, de woonplaats, de maatschappelijke en administratieve zetel van de aanvrager;

3° de bewijsstukken betreffende de aard van de rechten van de aanvrager op de grond, de gebouwen en de uitrusting;

4° de beschrijving van de site waarvoor de vergunning vereist is, met de volgende gegevens :

- een technische beschrijving en een overzicht van de toe te passen procédés,
- de approximatieve hoeveelheden te hergebruiken stoffen en hun opslagvoorwaarden,
- een diagram van de stoffenstroom,
- een situatieplan van het verzamelcentrum op een schaal van 1/10 000,

- een uittreksel uit de kadastrale legger van de percelen of perceelgedeelten gelegen binnen een straal van 100 m rondom de percelen waarop het centrum gevestigd is,

- een plan getekend op een schaal van minimum 1/200 met de schikking van de units van de installatie,

- de dwarsprofielen;

5° de maatregelen voor de verzachting van de hinder die de buurt zou kunnen ondervinden inzake luchtverontreiniging, lozingen in het water, geluid, trillingen en wegverkeer;

6° de maatregelen voor de regelmatige evacuatie van de stoffen naar valorisatiesectoren;

7° de veiligheidsmaatregelen, met inbegrip van de maatregelen voor de afvalvalorisatie als het centrum om welke reden dan ook buiten dienst is;

8° de voor de inwerkingstelling geplande termijn;

9° de identiteit en de kwalificaties van de door de aanvrager aangewezen personen die moeten zorgen voor de inachtneming van de wetgeving inzake milieubescherming en de voorwaarden van de krachtens dit besluit vereiste vergunning;

10° de werkingstijden van het centrum;

11° het afschrift van de verzekeringspolissen die de burgerlijke aansprakelijkheid van het centrum dekken, behalve als de aanvraag uitgaat van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer of het Ministerie van het Waalse Gewest;

12° een inventaris van het dossier.

Art. 17. De onderzoeksprocedure betreffende de aanvraag tot exploitatie van het verzamelcentrum staat vermeld in de artikelen 12 tot 17 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK III

Vergunning tot vestiging en exploitatie van een stortplaats voor baggerspecieën of geruimde stoffen

Afdeling 1. — Principe van de vergunning

Art. 18. Een vergunning is vereist voor de vestiging en de exploitatie van een stortplaats voor baggerspecieën of geruimde stoffen, alsook voor elke activiteituitbreiding of installatiewijziging.

Afdeling 2. — Modaliteiten van de vergunning en de vestigings- en exploitatievoorwaarden

Art. 19. § 1. De vergunning mag slechts afgegeven worden aan de diensten van het Waalse Gewest (Ministerie van Uitrusting en Vervoer en Ministerie van het Waalse Gewest), aan de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de wateringen die de stortplaats gaan exploiteren.

Het Ministerie van Uitrusting en Vervoer en het Ministerie van het Waalse Gewest worden erkend als exploitant van de stortplaatsen van klasse 5.1. daar zij voldoen aan de voorwaarden waarvan sprake is in de artikelen 27 tot 30 (Hoofdstuk III) van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

De vergunning vermeldt de termijn waarvoor zij verleend wordt; de termijn mag niet meer dan twintig jaar lopen.

§ 2. De provincies, gemeenten of verenigingen van gemeenten alsook de eigenaren of huurders van watervlakken kunnen, mits betaling, de verwijderingsinstallaties gebruiken die door het Ministerie van Uitrusting en Vervoer of het Ministerie van het Waalse Gewest ter beschikking worden gesteld.

Art. 20. De vergunning bepaalt de termijn waarin de stortplaats in werking gesteld moet worden.

Art. 21. De algemene vestigings- en exploitatievoorwaarden van de stortplaats staan vermeld in hoofdstuk IV, afdeling 2, artikelen 39 tot 69, en in afdeling 6, artikel 123, § 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

Afdeling 3. — Procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvraag

Art. 22. De procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvraag tot exploitatie van een stortplaats staat vermeld in de artikelen 3, 4, §§ 1 en 2, 1° en 5°, 5, 6, 7, 8, 9, 10 en 11 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

HOOFDSTUK IV. — Beroepen tegen de beslissing van de bestendige deputatie, wijziging van de vergunningsvoorwaarden, opschorting en intrekking van de vergunning

Art. 23. De procedure inzake beroep, wijziging, opschorting en intrekking van een vergunning voor een verzamelcentrum waarvan sprake in hoofdstuk II, staat vermeld in de artikelen 18 tot 28 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 24. De procedure inzake beroep, wijziging, opschorting en intrekking van een vergunning voor een stortplaats waarvan sprake in hoofdstuk III, staat vermeld in de artikelen 12 tot 16 en 20 tot 26 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

HOOFDSTUK V. — Toezicht

Art. 25. De exploitant van een verzamelcentrum of een stortplaats voor baggerspecieën of geruimde stoffen houdt een register bij waarvan het model door de "Office" vastgesteld wordt, en stelt het minstens 5 jaar ter beschikking van de "Office".

HOOFDSTUK VI. — Strafbepalingen

Art. 26. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit en van de vergunnings- en erkenningsvoorwaarden worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen.

HOOFDSTUK VII. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 27. Voor de vestiging en de exploitatie van de in artikel 6 bedoelde installaties zijn de bepalingen van de hoofdstukken I en II van Titel 1 van het Algemeen Reglement voor arbeidsbescherming niet meer van toepassing inzake buurt- en milieubescherming.

Art. 28. § 1. Voor de sites die vóór de inwerkingtreding van dit besluit gebruikt werden voor het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken zijn verwijderd, met uitzondering van de aangelande stroken van de onbevaarbare waterlopen en watervlakken, mag de exploitatie slechts voortgezet worden als de exploitant binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot regularisatie bij de bestendige deputatie indient.

§ 2. Behalve de nodige gegevens en documenten waarvan sprake in de artikelen 16 en 22, bevat de aanvraag al naar gelang het geval :

- 1) de resterende exploitatieduur;
- 2) de toekomstige bestemming, hetzij een verzamelcentrum, hetzij een specifieke stortplaats;
- 3) de voor het herstel van de site aanbevolen maatregelen en, in het algemeen, alle maatregelen met het oog op de beperking van de nadelige gevolgen voor de bodem, de flora, de fauna, de lucht of het water, alsook voor het leefmilieu en de gezondheid van de mens.

§ 3. De technische ambtenaar gaat na of de aanvraag volledig is en betekent zijn beslissing m.b.t. de ontvankelijkheid van het dossier.

§ 4. Op grond van het verslag van de technische ambtenaar beslist de bestendige deputatie binnen honderd vijftachtig dagen na de betekening van de in § 3 bedoelde beslissing waarbij de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, over de aanvraag tot regularisatie.

Art. 29. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BIJLAGE

Normen voor de monsterneming en de analyse van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden

1. Monsterneming

Het minimumaantal te nemen representatieve monsters wordt in onderstaande tabel vastgesteld :

Tabel 1: Minimumaantal te nemen representatieve monsters naargelang van het te verwijderen volume

Volume in m ³	Aantal representatieve monsters
minder dan 25 000 m ³	- minimum 1 monster en 1 monster per 5 000 m ³
meer dan 25 000 m ³	- minimum 3 monsters + 1 monster per 10 000 m ³

2. Monsterbereiding voor de analyse

Na droging wordt een eerste verrichting uitgevoerd die bestaat in de afscheiding van de grove en fijne stoffen d.m.v. een zeef van 2 mm.

3. Globale analyse

Het laboratorium stelt de volgende parameters voor de gepaste fracties vast :

- a) elementen "van minder belang of in geringe hoeveelheid" : As, Cd, Cr, Co, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn;
- b) organische verbindingen : extraheerbare koolwaterstoffen, extraheerbare gehalogeneerde koolwaterstoffen (EOX), aromatische polycyclische koolwaterstoffen (PAH)*, polychloorbifenylen (PBC)* en organische chloorpesticiden*.

De technische ambtenaar kan de vaststelling van speciale anorganische of organische elementen of verbindingen opleggen, hetzij op grond van de specifieke plaatselijke voorwaarden, hetzij op grond van hun aanwezigheid in de waterzuil.

4. Interpretatie

Een eerste analyse wordt op het monster van de fijne stoffen uitgevoerd :

- a) als de maximale gehalten voor de zware metalen van tabel 2 of de maximale gehalten voor de organische verbindingen van tabel 3 niet overschreden zijn, behoren de stoffen die overeenstemmen met de monsters van de fijne en grove stoffen tot categorie A.

Slechts uit te voeren als hun aanwezigheid vermoed wordt of als ze aan het licht gebracht wordt door een aftasting in gas -of vloeistofchromatografie gekoppeld met een massaspectrometer (GC/MS)

Tabel 2 : Toegelaten maximumgehalten aan zware metalen (in mg per kg droge stoffen)

As	Cd	Cr *	Cu	Co	Hg	Ni	Pb	Zn
50	5	250	150	25	1,5	75	250	1 000

(*) Totaal Cr

Tabel 3 : Toegelaten maximumgehalten aan organische verbindingen (in mg per kg droge stoffen)

Extraheerbare koolwaterstoffen	1500
Extraheerbare gehalogeneerde koolwaterstoffen (EOX)	7
Totaal polycyclische aromatische koolwaterstoffen (PAH),	6
Totaal polychloorbifenylen (PBC)	0,25
Totaal organische chloorpesticiden	0,25

b) Bij overschrijding van minstens één van bovenvermelde gehalten, wordt het monster van de grove stoffen aan een tweede analyse onderworpen.

Als uit de resultaten van deze analyse blijkt dat één of meer gehalten overschreden worden, maken de stoffen die overeenstemmen met de monsters van fijne en grove stoffen deel uit van categorie B en zullen ze als zodanig beheerd worden.

Als geen gehalte overschreden wordt, maken de stoffen die overeenstemmen met het monster van de grove stoffen deel uit van categorie A, mits mechanische afscheiding van de fijne stoffen die overeenkomstig de eerste analyse deel uitmaken van categorie B.

5. Aanvullende analyses

Aanvullende uitlogings- en ecotoxiciteitsproeven kunnen op de fijne stoffen verricht worden om de bestemming ervan definitief te bepalen.

5.1. Elutieproef

Het uit de elutieproef resulterende eluaat maakt het voorwerp uit van analytische berekeningen op grond van de gehalten die in onderstaande tabel voorkomen.

Als geen maximumgehalte overschreden wordt, maken de stoffen deel uit van categorie A.

Als minstens één maximumgehalte overschreden wordt, maken de stoffen deel uit van categorie B.

Tabel 4 : Classificatie van de eluaten (in mg/l)

Parameters	Toegelaten maximumgehalten
pH	4-13
TOC	200
As(III)	0,1
Pb	0,4
Cd	0,1
Cr(VI)	0,1
Cu	2
Ni	2
Hg	0,02
Zn	2

Parameters	Toegelaten maximumgehalten
F-	5
Cl-	1200
SO ₄ ⁻	500
NO ₂ ⁻	3
adsorbeerbare gehalogeneerde koolwaterstoffen(AOX)	0,3
cyanide(CN)	0,1
organische chloorpesticiden	0,0005 mg Cl/l
fenolen	10
NH ₄ ⁺	50
chlooroplosmiddelen	0,01 mg Cl/l
lipof. stoffen	1

5.2. Ecotoxiciteitsproef

Als bijkomende voorzorgsmaatregel wordt een ecotoxiciteitsproef uitgevoerd door aanpassing van de volgende inhibitieproeven :

- A. inhibitieproef betreffende plantengroei d.m.v. een in de norm AFNOR X31-202 (1986) gedetailleerde materie;
- B. inhibitieproef betreffende algengroei (Scenedesmus) voor de proeven van chemische produkten en met verwijzing naar de norm ISO 8692 (1989).

De standaardgrond zoals bepaald bij de norm AFNOR X31-202 (1986), in veranderlijke proporties gemengd met de niet-gedroogde afzetting, dient voor de bereiding van 5 substraten die volgens proef A geanalyseerd moeten worden :

- a) standaardgrond alleen (0/100),
- b) 75 % in droge massa standaardgrond - 25 % in droge massa afzetting (25/75),
- c) 50 % in droge massa standaardgrond - 50 % in droge massa afzetting (50/50),
- d) 25 % in droge massa standaardgrond - 75 % in droge massa afzetting (75/25),
- e) afzetting alleen (100/0).

Voor proef B dient het uit de vorige elutieproef voortvloeiende eluaat als moederoplossing. De proefoplossingen worden voorbereid door de gepaste volumens (ml) als volgt te mengen :

Oplossing	V30	V60	V90	P+	P-
moederoplossing	30	60	90	0	50 (K2 Cr2 O7)
voedzame oplossing	10	10	10	10	10
gedemine-raliseerd water	60	30	0	90	40

P+ : proefstuk zonder percolaat

P- : proefstuk voor de inhibitiecontrole

Als voor proef A een groeipercantage van minder dan 10 % wordt vastgesteld in verhouding tot de standaardgrond voor de afzetting alleen, en voor proef B een inhibitiepercentage van meer dan 10 % voor de fractie V90, wordt de afzetting als "ecotoxisch" beschouwd en bijgevolg in categorie B ingedeeld.

Als daarentegen beide voorwaarden zijn vervuld, is er geen ecotoxiciteitsgevaar voor de afzetting die bijgevolg in categorie A wordt ingedeeld.

6. Toegepaste analytische methoden

De aanbevolen analytische protocollen komen in onderstaande tabel voor :

Tabel 5 : Aanbevolen analytische methoden

PARAMETERS	AFZETTINGEN	ELUAAT
pH	DIN 38414 - 05 - 81	ISO - DIS 10 523 DIN 38404 - 05 - 84
As ⁽¹⁾		ISO 6595 (1982) DIN 38405 - 18 - 85 of ⁽³⁾
Pb ⁽¹⁾	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 06 - 81 of ⁽³⁾
Cd ⁽¹⁾	(4)	ISO 8288 (1990) DIN 38406 - 10 - 85 of ⁽³⁾
Cr	(4)	ISO 9174 (1990) DIN 38406 - 10 - 85 of ⁽³⁾
Cu	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 34406 - 24 - 91 of ⁽³⁾
Co	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 34406 - 24 - 91 of ⁽³⁾
Ni	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 11 - 91 of ⁽³⁾
Hg ⁽¹⁾		ISO 5666 - 1/3 - 83 DIN 38406 - 12 - 80
Zn	(4)	ISO 8288 (1986) DIN 38406 - 08 - 85 ou ⁽³⁾

PARAMETERS	AFZETTINGEN	ELUAAT
F		ISO - 10 359-1 (1992) DIN 38405 - 19 - 88
CN		ISO 6703 - 1/4 (1984/85) DIN 38405 - 14 - 88
Extraheerbare koolwaterstoffen		CEE 80/778 par. 27 ISO CD 9377-2
Allifatische koolwaterstoffen C10 tot C40	GC/FID GC/MS (te verklezen boven de IR-methode)	
Fenolen		ISO 6439 (1990) DIN 38409 - 16 - 84
TOC		ISO 8245 (1987) DIN 38409 - 03 - 83
PAH	EPA 610 GC/FID GC/MS HPLC	
Organische chloorverbindingen (BOX of AOX)	DIN 38414 - 17 - 89	ISO - 9562 (1989) DIN 38409 - 14 - 85
Chloorpesticiden en PCB	EPA 508 en EPA 508A GC/CE ou GC/MS	
Ecotoxiciteitsproef	AFNOR X31-202 (1986) ⁽²⁾	ISO 8692 (1989)
Mineralisatie door zure slibuitroting, afzetting of bodem	EPA 3050 (1987) of CEE 90/515 ⁽¹⁾	

(1) Zie beslissing 90/919/EEG

(2) Op verse stof

(3) DIN 3806 - 22 (1988) ICP-methode

(4) EPA 7000 of ISO CD 11047-2

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden
Namen, 30 november 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Commissariaat-Generaal voor de Bevordering
van de Lichamelijke ontwikkeling, de Sport
en de Openluchtrecreatie

Nationale Orden

Benoemingen. — Bevorderingen

(9)

Bij koninklijk besluit van 29 maart 1995, wordt de heer Van Stichel, François, adviseur, bevorderd tot Officier in de Leopoldsorde.

Ranginneming : 15 november 1991.

Bij hetzelfde koninklijk besluit, wordt de heer Geers, Raymond L., adjunct-adviseur, benoemd tot Officier in de Kroonorde.

Ranginneming : 8 april 1993.

Bij hetzelfde koninklijk besluit worden benoemd tot Ridder in de Kroonorde :

— de heer Simons, Willy L., bestuurschef.

Ranginneming : 8 april 1993.

— Mevr. Van Mieghem, Godelieve L., hoofdvertaler.

Ranginneming : 15 november 1991.

— Mevr. Verstraeten, Hélène M., bestuurschef.

Ranginneming : 8 april 1993.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Commissariat général flamand de Promotion
de la Culture physique, du Sport
et de la Récréation en plein air

Ordres nationaux

Nominations. — Promotions

[36625]

Par arrêté royal du 29 mars 1995, M. Van Stichel, François, conseiller, est promu Officier de l'Ordre de Léopold.

Prise de rang : 15 novembre 1991.

Par le même arrêté royal, M. Geers, Raymond L., conseiller adjoint, est nommé Officier de l'Ordre de la Couronne.

Prise de rang : 8 avril 1993.

Par le même arrêté royal sont nommés Chevalier de l'Ordre de Léopold :

— M. Simons, Willy L., chef administratif.

Prise de rang : 8 avril 1993.

— Mme Van Mieghem, Godelieve L., traducteur en chef.

Prise de rang : 15 novembre 1991.

— Mme Verstraeten, Hélène M., chef administratif.

Prise de rang : 8 avril 1993.